



CONSEIL DE  
L'UNION EUROPÉENNE

Bruxelles, le 5 décembre 2012

17334/12

CDR 137

**NOTE**

---

du:	Secrétariat général du Conseil
aux:	délégations
Objet:	Compte rendu partiel de la 141 <sup>ème</sup> réunion du bureau et de la 98 <sup>ème</sup> session plénière du Comité des régions (CoR) (point 3), tenues à Bruxelles les 28, 29 et 30 novembre 2012

---

La réunion du bureau et la session plénière ont été présidées par M. VALCARCEL SISO (PPE, ES).

**I. BUREAU**

***Point 3 de l'ordre du jour***

**Intervention de M. Didier Seeuws, chef de Cabinet de M. Van Rompuy**

M. Didier Seeuws a présenté brièvement les résultats du Sommet européen des 22-23 novembre concernant le cadre financier pluriannuel (CFP). Il a souligné que c'est la première fois que le CFP proposé était inférieur au précédent, en indiquant que les réductions proposées par le président du Conseil européen étaient réalistes, mais qu'un accord n'a finalement pas pu être atteint. M. Seeuws a indiqué que, après les réunions bilatérales, il est devenu clair que les Etats membres n'étaient pas en mesure de soutenir la proposition de la Commission, et que le vrai point d'achoppement était non pas les dépenses, mais les recettes. Il a informé le bureau que le Conseil européen reviendra sur cette question au début de l'année prochaine, avec l'objectif principal de préserver les éléments de la croissance européenne.

Concernant l'Union économique et monétaire, M. Seeuws a indiqué que la Commission venait de publier un projet ambitieux et a évoqué la nécessité de lancer le système de surveillance bancaire, un système unique en son genre. Il a souligné dans ce contexte la nécessité de mettre en place un accord taillé sur mesure avec chacun des Etats membres. Quant à la mutualisation des dettes, M. Seeuws a estimé que de nouvelles formes d'incitation seraient à étudier et qu'un système centralisé afin de répondre à des chocs asymétriques devrait être développé, nécessaire à toute union monétaire.

L'intervention de M. Seeuws a été perçue de façon très positive par les membres du bureau, qui en ont apprécié le langage et le contenu concret et concis, comme l'a souligné M. JENSEN (PSE, DK). Quelques critiques ont cependant été formulées, notamment au sujet de l'implication insuffisante du Conseil et des Etats membres à l'égard des partenariats territoriaux (M. VAN DEN BRANDE (PPE, BE). Des préoccupations ont été exprimées aussi au sujet des mesures en faveur de la croissance (M. MOHR (EPP, AT)) et des coupes éventuelles dans le budget de la politique agricole commune et de la politique de cohésion (M. BLANC (PPE, FR), M. VAN DEN BRANDE).

#### ***Point 4 de l'ordre du jour***

##### **Communication du Président**

M. VALCARCEL SISO a informé les membres du bureau que

- le 13 décembre aura lieu une conférence du cycle "Europe 2020", avec la participation des membres de la Commission M. Andor et Mme Vassiliou;
- lors de la session de janvier 2013 (31 janvier - 2 février), la future présidence irlandaise du Conseil présentera ses priorités au Comité des régions. La présidence participera également à une conférence sur les investissements publics-privés au niveau régional, en mai 2013.

#### ***Point 8 de l'ordre du jour***

##### **Travaux consultatifs**

Le Président a informé que la future présidence irlandaise a demandé deux avis exploratoires au Comité, notamment sur le développement et la recherche et sur la synergie entre les investissements publics et privés au niveau régional. Il a indiqué que des travaux sur ces sujets ont été déjà réalisés par le Comité et qu'ils seront approfondis.

***Point 12 de l'ordre du jour***

**Date de la prochaine réunion - 30 janvier 2013, 17h30**

**II. SESSION PLÉNIÈRE**

***Point 3 de l'ordre du jour***

**Intervention de M. BARROSO, Président de la Commission européenne, sur le programme de travail de la Commission européenne pour 2013 et débat sur le future de l'Union**

M. BARROSO a prononcé le discours repris en annexe.

Au cours du débat, le Président du Comité des régions, M. VALCARCEL SISO (PPE, ES), a exprimé les préoccupations du Comité au sujet des coupes dans le budget de l'UE qui ont été proposées et de l'incapacité des États membres à trouver un accord sur le Cadre financier pluriannuel. Il a insisté pour un financement adéquat de la politique de cohésion. Le risque lié aux retards dans la programmation des fonds structurels a également été souligné par Mme BRESSO (PSE, IT), Première vice-présidente du Comité.

Le Président du groupe PPE, M. SCHNEIDER (DE), a souligné également que des coupes dans le budget de la politique de cohésion seraient néfastes. Il a mis en garde contre les inconvénients et les difficultés de l'application du système de douzièmes provisoires en cas d'échec des négociations sur le budget 2013.

Certaines critiques du programme de travail de la Commission pour l'année prochaine ont été exprimées par M. POPPENHÄGER (DE) au nom du groupe PSE. Il a notamment estimé que dans ce programme il y avait un manque inquiétant d'ambition dans le domaine de la politique sociale. Il a demandé pourquoi la Commission européenne ne mettrait pas en place un pacte dans le domaine social, qui fixerait des objectifs pour les investissements sociaux à faire par les États membres conformément à la stratégie Europe 2020. En réponse à cette question, le président Barroso a souligné les efforts de la Commission dans l'utilisation du Fonds social européens, en estimant approprié d'utiliser le Fonds européen d'ajustement à la mondialisation et le programme d'aide aux plus démunis. Il a indiqué les réticences de certains États membres à cet égard.

Au nom du groupe ALDE, Mme ANSARI (UK) a souligné que les positions des gouvernements nationaux ne sont souvent pas partagées par les autorités régionales et locales et a insisté sur un engagement plus clair, dans le programme de travail de la Commission, en faveur de la mise en place des réseaux énergétiques. Elle a évoqué également la nécessité d'accorder le droit de vote à tous les citoyens dans l'UE, sans aucune discrimination quant à leur nationalité et pays de résidence.

M. SILBERG (EE), au nom du groupe de l'Alliance européenne, a salué le programme de travail de la Commission. Tout comme les représentants des autres groupes, il a insisté pour un financement adéquat de la politique de cohésion, mais aussi pour un traitement égalitaire de tous les États membres et des bénéficiaires potentiels de la politique agricole commune.

Quant à M. KEYMER (NI, UK), il a plaidé pour une consolidation du rôle du Comité des régions et pour une lutte plus déterminée contre la bureaucratie et en faveur du plein emploi en Europe.

Dans ses remarques finales, M. BARROSO a indiqué partager les préoccupations du Comité des régions au sujet du financement des politiques européennes, en indiquant que la Commission fera tous les efforts possibles dans cette direction. Il s'est félicité de la coopération avec le Comité des régions et a souligné l'importance de son activité.

**José Manuel Durão Barroso**  
**Président de la Commission européenne**

**DISCOURS AU COMITE DES REGIONS**  
**PROGRAMME DE TRAVAIL DE LA COMMISSION POUR L'ANNEE 2013**

Monsieur le Président du Comité des Régions,

Mesdames et Messieurs,

Je suis très heureux de vous retrouver à l'occasion de ce rendez-vous annuel consacré à la présentation du programme de travail de la Commission pour l'année à venir.

Nous savons tous dans quel contexte exigeant s'inscrit le programme de travail pour 2013.

L'économie européenne reste fragile. Les nouvelles sur le front de la croissance ne sont pas bonnes. Les derniers chiffres du chômage sont inquiétants. La cohésion sociale est mise à rude épreuve.

De trop nombreux jeunes Européens, ceux là-même qui portent l'avenir de l'Union européenne, sont les premières victimes de la crise et des pertes d'emploi.

Nous partageons tous le même objectif: mettre l'économie européenne sur les rails d'une croissance moderne, soutenable, équitable et créatrice d'emplois

Et nous savons tous ce que nous devons faire pour y parvenir: mener jusqu'à leur terme des réformes en profondeur pour qu'émerge un cercle vertueux propice à une relance économique forte et durable.

Cela passe par trois axes d'action complémentaires les uns des autres: consolidation fiscale, réformes structurelles et investissements ciblés.

Notre obligation maintenant c'est de faire coïncider nos ambitions, nos décisions et nos actes. Et d'agir dans un esprit d'équité et de justice sociale.

L'année 2013 sera une année charnière. L'Union européenne doit être plus que jamais aux avant-postes dans l'adoption et la mise en place de mesures concrètes pour une sortie de crise réussie qui permette à l'Europe de préserver son économie sociale de marché tout en la modernisant.

C'est ainsi que nous pourrons avoir toute la confiance de nos citoyens sans laquelle rien de durable n'est possible.

Et c'est pourquoi, dans mon discours sur l'état de l'Union, j'ai proposé un pacte décisif pour l'Europe.

Ce pacte repose avant tout sur l'achèvement d'une véritable union économique et monétaire. L'objectif primordial restant de renouer avec une croissance durable et soutenable.

Le programme de travail de la Commission pour l'année 2013 s'inscrit très précisément dans ce sens. Et je vous remercie des contributions que vous y avez apportées.

Nous partageons bien la même ambition, celle que votre Comité a justement soulignée: avoir un programme de travail ambitieux qui permette de stimuler croissance durable, création d'emplois, et qualité de vie contribuant ainsi à restaurer la confiance des citoyens dans le processus d'intégration européenne.

Et une croissance durable pour l'Europe, cela commence dans nos villes, dans nos régions.

Je voudrais donc saluer ici l'engagement actif des régions dans la mise en œuvre de notre stratégie Europe 2020. Les acteurs régionaux, que vous êtes, ont parfaitement compris qu'Europe 2020 ne commence pas en 2020. Europe 2020 a commencé dès que nous avons adopté cette stratégie, il y a deux ans déjà!

Nous savons tous également combien la politique de cohésion et les fonds structurels sont à la fois une expression concrète de la solidarité européenne et un moteur important de redressement et de convergence économiques.

Sans les fonds structurels, de nombreux pays, notamment la majorité des nouveaux Etats Membres, ne pourraient pas garantir l'emploi, ni poursuivre leur consolidation budgétaire et leurs réformes structurelles.

Mais cela bénéficie également aux pays contributeurs, en l'occurrence les plus grands contributeurs, dont les entreprises profitent en retour d'importantes possibilités d'investissement.

La politique de cohésion est donc bien une politique pour l'Union européenne dans son ensemble, pour sa cohésion territoriale, économique et sociale.

C'est la raison pour laquelle il est primordial d'avoir une politique de cohésion qui soit alignée avec les objectifs Europe 2020 pour une croissance soutenable et intelligente. Et qui soit aussi alignée avec la mise en œuvre d'une gouvernance économique renforcée.

Ladies and Gentlemen,

The Commission's priorities for its 2013 Work Programme are clustered around 7 key policy areas where clearly more is needed and more can be done.

Firstly we need to build a genuine economic and monetary Union. Yesterday the Commission has adopted its own vision regarding the steps towards such an economic and monetary Union. It reflects the level of ambition we need to meet the challenge we face. But it is also realistic in its sequencing. And it shows that using the existing institutions is the best way to ensure full democratic control.

The Commission will also continue to push for a strong and competitive financial sector to restore growth and investment in the real economy.

Secondly we need a strong Single Market and a modern industrial base.

Building upon the first Single Market Act I, we have now proposed with the Single Market Act II to focus our efforts on four drivers for new growth, which are: integrated networks; mobility of citizens and businesses; digital economy; and finally social entrepreneurship.

And because industry is at the very heart of Europe's economy, the Commission has tabled proposals to reverse the declining role of industry and give Europe a competitive lead in the new industrial revolution, which is based on green energy, clean transport, new production methods, novel materials and smart communication systems.

Now we should all pull together to ensure that these actions are developed; agreed and implemented before June 2014.

Thirdly we need to connect Europe and build fully integrated networks in the telecoms, energy and transport.

This is exactly what we propose for the new EU budget with the Connecting Europe Facility.

It is about simplification, synergies and efficient use of EU money. It is about building the backbones of the Single Market. It is targeting sectors where Europe has world leaders and jobs that cannot be offshored. It is one of the areas with the greatest European added value.

Fourthly we need to invest more and better in our human capital.

Talents and skills, social cohesion and well-being are absolutely central to Europe's renewal.

The Europe we believe in is a Europe that leaves no one on the side lines and that gives everyone a chance to develop one's skills.

If many of the levers are national and regional, there is much that the European Union can do - and actually does - to invest in its people; to foster the links between the world of education and the world of work; to increase the mobility between jobs and across borders; and to protect the most vulnerable groups.

Fifthly, we need to better use Europe's resources. In particular, we need a framework for climate and energy policy to 2030.

I know this is exactly what the Covenant of Mayors has been working on; recognising that the need to cut emissions will have to enter a new phase as from 2020. This means that we will have to engage European citizens still further in a collective action against climate change.

The next priority is about the need to safeguard and expand the freedoms of citizens, not least because our freedoms sustain our prosperity.

I am aware that the Committee of the Regions is particularly attentive, and rightly so, to the European Year of Citizens 2013.

As you know, through the EU Citizenship report 2013, the Commission aims at identifying key actions needed to remove remaining obstacles to European citizens' enjoyment of their rights under the Treaty.

I count on the very valuable contribution that you can bring to this work. Your experience from the local and regional point of view is indeed a real asset.

And last but not least, we need to strengthen the role of the European Union as a global actor. More than ever the world needs a strong and united European Union that is a positive force worldwide.

We are firmly committed to open markets. Free and fair trade is a key driver for more growth, more jobs and less poverty.

We do believe in the need to build and maintain strong, mutually beneficial partnerships, throughout the world.

We will never turn our back to the poorest of this world and to those who fight for peace and democracy, freedom and human dignity.

The European Union is built on these values and these are the values we promote on the international stage.

Ladies and Gentlemen,

Each of these seven key policy areas aims basically at reaching one single objective: reviving growth and creating jobs.

Our main instrument to invest in growth and jobs is the EU budget.

More than ever we need a budget that will allow the European Union to live up to its responsibilities at home and abroad for the next seven years.

But never before, those negotiations took place on the backdrop of such sharp economic downturn in several Member States. And for the first time since the beginning of European integration we are discussing cuts.

As you know, no agreement was reached last week among Member States.

The fact is that there are still important differences of opinion on a number of key issues, especially the overall size of the budget and the fairness of the distributions between the Member States.

The Commission will keep on fighting for a modernised budget that puts growth and jobs creation at its heart. A budget that allows the European spirit of cohesion to be translated in appropriate amounts, namely for the most vulnerable countries and regions of Europe.

But let's make no mistake. We must all be ready for a compromise. The Friends of Better Spending, the Friends of Cohesion, those with a big stake in agriculture, those who are much attached to other pro-growth parts in the proposal, and also those who are much more concerned about rebates and corrections, and of course also the European institutions.

Everyone has to make an effort and I count on you all. All pro-European forces have to pull forces together and come with a European spirit of compromise in order to deliver the budget Europeans deserve; the budget we ultimately need to turn the objectives of our work programme into concrete realities for our citizens.

I thank you for your attention.